



LEONARD COHEN

La critique de Sylvain Cormier: «Il y a longtemps que nous l'aimons, jamais nous ne l'oublierons... »

Page B 8

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

Vol. XCIX N° 141

LE MERCREDI 25 JUIN 2008

89c + TAXES = 1\$

SOURIRES DE LA SAINT-JEAN



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

UNE FOULE NOMBREUSE, calme et joyeuse s'est massée hier aux abords de la rue Sherbrooke, à Montréal, pour le grand défilé de la Saint-Jean. Seule la pluie a, pendant quelques minutes, perturbé légèrement le spectacle des «géants», des fanfares, des danseurs et des amuseurs publics réunis pour évoquer 400 ans d'histoire de la nation québécoise. Tout un contraste avec la violence qui marquait, il y a 40 ans, le défilé de ce qui s'appelait alors la Saint-Jean-Baptiste. Le 24 juin 1968, des affrontements entre policiers et militants indépendantistes ont fait au moins 125 blessés parmi les spectateurs, les manifestants et les policiers. Les hostilités ont commencé devant l'estrade d'honneur, qui accueillait notamment le premier ministre libéral Pierre Elliott Trudeau, ouvertement hostile au mouvement souverainiste. Depuis, la Fête nationale a pris un virage rassembleur et non partisan. Les politiciens de tous les horizons politiques se marient à la foule en ouvrant le défilé populaire, celui où les évocations de l'histoire cèdent la place à tous ceux et celles qui font et feront la nation. Nos informations en pages A 2, A 4 et A 8.

Pied de nez de Mugabe à l'ONU

Seule l'Afrique du Sud semble être en mesure de dénouer la crise au Zimbabwe

Ne tenant aucun compte des pressions internationales, notamment du Conseil de sécurité des Nations unies, le chef de l'Etat zimbabwéen, Robert Mugabe, a refusé hier de reporter le second tour de l'élection présidentielle dont la tenue est, selon lui, une obligation légale, et ce, malgré le retrait de l'opposition et le climat de violence que fait régner son régime dans le pays.

«L'élection aura lieu vendredi en accord avec nos lois et notre Constitution», a déclaré le ministre de la Justice, Patrick Chinamasa, peu après que l'opposition eut formellement déposé le retrait de sa candidature auprès de la Commission électorale du Zimbabwe. «Tout retrait de candidature est nul et non avenue», a-t-il ajouté, affirmant que le retrait du chef de l'opposition, Morgan Tsvangirai, aurait dû intervenir au moins 21 jours avant le premier tour, le 29 mars.

Le ministre zimbabwéen des Affaires étrangères a pour sa part affirmé que la situation était «extrêmement calme» dans son pays, rejetant les accusations de violence formulées par l'opposition. «La situation au Zimbabwe est extrêmement calme en dépit des informations de certains médias occidentaux qui affirment que le Zimbabwe est en plein tumulte. [...] Ce n'est pas vrai», a déclaré Simbarashe Mumbengegwi. Il a ajouté que les violences étaient confinées à certaines régions et qu'elles étaient imputables aux partisans du principal parti d'opposition, le Mouvement pour le changement démocratique (MDC).

VOIR PAGE A 8: MUGABE

■ L'éditorial de Serge Truffaut en page A 6

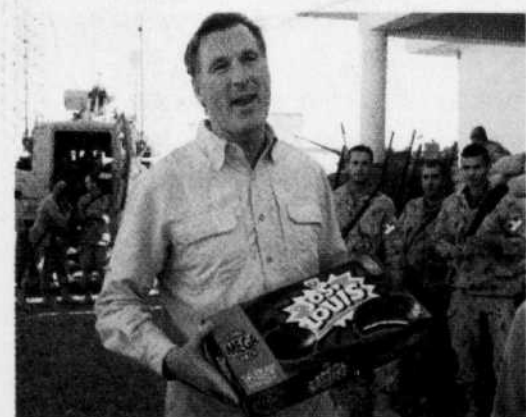
AFGHANISTAN

L'armée a mal digéré «l'opération Jos Louis»

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Ils n'ont peut-être pas coûté bien cher, mais ils ont causé bien des maux de tête. Les petits gâteaux Jos Louis distribués aux soldats québécois en Afghanistan par l'ex-ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, ont failli ne jamais se rendre. Il a fallu qu'un adjudant-chef prenne lui-même les choses en main pour dénicher les pâtisseries. Les Forces canadiennes, elles, en gardent un souvenir amer.

VOIR PAGE A 8: JOS LOUIS



PAUL CHIASSON ARCHIVES REUTERS

Le ministre Maxime Bernier distribuant des gâteaux en Afghanistan en octobre 2007, à la suite d'une opération improvisée.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Ceci n'est pas une simulation de réanimation cardiaque. Plus vraie que vraie, cette scène a été croquée sur le vif alors que des médecins s'affairaient à ramener à la vie une patiente qui venait d'arriver à l'unité de soins intensifs de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont. Le Dr Philippe Marquis (à droite) est le responsable d'une formation de trois jours, dispensée à de futurs médecins intensivistes, qui commence aujourd'hui.

Simulation du réel aux soins intensifs

De futurs spécialistes recevront une formation donnée pour la première fois au Québec

Dispensé pour la première fois au Québec, le cours avancé de réanimation ACES (Acute Critical Events Simulation), qui commence aujourd'hui à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, permettra à des médecins de partout au Canada de se familiariser avec la simulation haute-fidélité. Essentiellement pratique, la formation fait appel à un mannequin contrôlé par ordinateur. Question de faire en sorte que ces futurs spécialistes en soins intensifs soient mieux préparés à affronter la réalité.

LISA-MARIE GERVAIS

«Vous voulez sauver une vie?», demande le Dr Philippe Marquis à la journaliste en pointant un défibrillateur relié à un corps en caoutchouc couché sur une table. Le son monocorde et alarmant du moniteur résonne dans la petite pièce. Diagnostic: arrêt

cardiaque. Il faut appuyer sur un bouton qui transmettra la charge au patient, en prenant garde de ne pas s'électrocuter. Tout est simulé, pourtant le stress est à son comble.

«C'est émotivement très réaliste. J'ai déjà vu des médecins figer, pleurer, j'en ai même vu se battre», lance le Dr Marquis, intensiviste à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, en parlant

VOIR PAGE A 8: SOINS



MIKE BLAKE REUTERS

IMMOBILIER

Gare aux nouvelles tentations hypothécaires

■ À lire en page B 1

ÇA NE PEUT PAS ATTENDRE

www.mojiesigne.org

Je m'engage, je signe la Grande Déclaration proclamée à Québec le 12 août 2008



CANADIAN COMMISSION FOR UNESCO / COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO

INDEX

Actualités A2	Éditorial A6
Annonces B6	Idées A7
Avis publics .. B5	Météo B6
Carrières B4	Monde A5
Culture B8	Mots croisés .. B5
Décès B6	Sudoku B3
Économie B1	Télévision B7



LES ACTUALITÉS

J'ai couché dans mon char

Lendemain de Fête nationale à Québec



ANTOINE ROBITAILLE LE DEVOIR

Rien de plus normal que d'être courbaturé après avoir fêté une bonne partie de la nuit avant d'aller dormir quelques heures dans sa voiture.

Que devient la ville l'été, que peut-on y vivre, voir, remarquer, sentir, au-delà de toutes les activités officielles qui se multiplient sous le soleil? Nos journalistes vous font part des découvertes, des coups de cœur ou des sourires en coin que Montréal, Québec ou Ottawa, sous le ciel estival, leur ont inspirés.

ANTOINE ROBITAILLE

Québec — Il y a des traditions qui se perdent, et d'autres qui naissent. «Coucher dans son char» — comme le chante Richard Desjardins — un soir de spectacle de la Saint-Jean, à Québec, est devenu incontournable, presque un rite d'initiation pour la jeunesse de la nation.

Pourquoi Québec? C'est là que ça se passe pour les jeunes dans la nuit du 23 au 24 juin, juge Dave, 21 ans, de Laval, qui en est à sa quatrième Saint-Jean dans la capitale. «Montréal, c'est familial, c'est plate. Québec, ça rocke.»

Ainsi, les quartiers chic qui bordent les plaines d'Abraham, un 24 juin au matin, prennent pendant



quelques heures des airs de campings sauvages de type «drive in». Hier, vers 6h55, lorsque *Le Devoir*, n'écouter que son courage, a commencé à se pencher sur ce fascinant phénomène de lendemain de veille, la chose sautait aux yeux. A toutes les deux ou trois voitures, des pieds croisés dans le pare-brise. Surtout, des vitres embuées, entrouvertes, des sacs de couchage ou des bouts de douillette qui dépassent des portières.

7h15: Émilie et Guillaume, de Granby, dans une Toyota Corolla, angle du Parc et Grande-Allée. Émilie se dépile en sortant de la voiture. Ils se sont couchés à 4h: «C'est la première fois qu'on fait ça. On va revenir», confie la jeune femme de 19 ans, tout en se passant un déodorant sous les aisselles. Guillaume, toujours étendu dans l'auto, combattait un mal de tête carabiné. «Je

suis racké, man.» D'autres se disent expérimentés, parlent volontiers de leurs techniques: «Tu te couches d'un bord pendant 15 minutes, puis quand tu sens que t'as plus de circulation dans les jambes, tu te vives», dit Sylvain, de Saint-Eustache.

Plusieurs sont très bien préparés, ont pensé à tout. Leur véhicule devient une sorte de «bed and breakfast». Adam est Australien et traverse l'Amérique du Nord en Dodge Caravan. Il a déjà parcouru 6500 kilomètres. Parti de la Colombie-Britannique. Il tenait à être à la Saint-Jean à Québec. Il y a rencontré quatre gars de Victoriaville. Eux ont suivi des amies dans une chambre. Adam, lui, est retourné dans sa Caravan, garée rue Lemesurier, pour s'étendre sur le matelas placé sur les bagages.

Une voiture, c'est trop éclairé lorsque le soleil se pointe. Pour faire de l'obscurité, certains ont apporté des pare-soleil opaque couvrant tout le pare-brise et la lunette arrière. D'autres, moins bien équipés, utilisent leurs drapeaux de Patriotes ou fleurdelisés en guise de rideaux. Stationnement de l'église Saint-Dominique: toc toc toc, fait le journaliste (en forme parce qu'il n'a pas trop fêté la veille) dans la vitre d'une Jeep Toyota, dont la calandre est ornée d'une petite guitare bleue et d'un drapeau du Québec. Que des grognements à l'intérieur... puis la fenêtre s'ouvre. Le fêtard (de Sainte-Thérèse, dit-il) est étendu aux côtés d'une glacière. «Ça fêté fort, c'était très intense. On était trois dans la Jeep. J'ai presque pas dormi.» À côté, Jean-De-

nis, 18 ans, de Gatineau, est assis sur le devant de son auto. «Je devais dormir dans l'auto, mais j'ai réglé ça: j'ai pas dormi pantoute.»

Rue de Bernière, qui longe les Plaines, quatre gars roupillent dans une Acura. «On est arrivés de Montréal vers 2h du matin. Le show n'était pas fini.» Le show... Pour plusieurs, c'est un pur prétexte. «Il y avait un show? Ah maudit, chu pas allé», rigole Yves en se tapant la tête, une canette de Molson Dry dans la main.

Sur les Plaines, la nuit de la Saint-Jean, le camping est toléré. «On préfère les voir là que sur la route», dit l'agent Guy Michaud, du service de police des Plaines, qui signale toutefois aux fêtards de quitter les lieux vers 7h. Mais les orages de lundi ont rendu les terrains très boueux. Certains qui avaient prévu camper ont décidé d'aller se réfugier dans la voiture. «Regarde mes Crocs!» Couverts de boue. «C'est un champ de bataille, il n'y a pas à dire», lance Georges, de Montréal, dans un stationnement derrière le Complexe H.

Passé 7h, une armée de bénévoles, de scouts, de ramasseurs de bouteilles, d'employés municipaux et fédéraux côtoyait déjà les derniers fêtards sur des Plaines couvertes de débris laissés par la foule de quelque 100 000 personnes. «Bonne Saint-Jean!», hurle Stéphane (de Châteauguay) à votre serviteur en prenant une gorgée de bière. «Ah pis, chu fatigué, je m'en vais me coucher dans mon char.»

Le Devoir

L'Assemblée nationale vient d'adopter des mesures destinées aux **travailleurs de 55 ans et plus** qui veulent se retirer graduellement du marché du travail ou retourner à leur emploi. La retraite progressive et le supplément à la rente de retraite leur offrent de nouveaux avantages qui améliorent leur qualité de vie et leur situation financière tout en leur permettant de poursuivre leur contribution au développement économique du Québec. La **conciliation travail-retraite** est devenue une réalité pour les retraités-travailleurs et leurs employeurs.

Le Québec se donne maintenant les moyens de répondre aux besoins futurs du marché du travail.

Sam Hamad

Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

et ministre responsable de la Régie des rentes du Québec



La retraite progressive

- Vous participez à un régime complémentaire de retraite de votre employeur;
- et
- vous avez 55 ans ou plus.

Après entente avec votre employeur, vous pourriez travailler à temps partiel ou à temps plein, recevoir jusqu'à 60 % de vos prestations de retraite et continuer d'accumuler des années de service dans votre régime de retraite. Ainsi, votre rente pourrait être bonifiée.*

Le supplément à la rente de retraite

- Vous avez 60 ans et plus et recevez votre rente de retraite du Régime de rentes du Québec;
- et
- vous travaillez.

À partir du 1^{er} janvier 2009, votre rente sera automatiquement augmentée d'une somme correspondant à 0,5 % des revenus sur lesquels vous aurez cotisé en 2008. Ce supplément sera versé à vie et bonifiera votre rente.

Le travail à la retraite, un choix payant, attrayant et flexible!

* Certaines autres conditions s'appliquent. De plus, les prestations de la retraite progressive et le supplément à la rente de retraite peuvent s'additionner et augmenter vos revenus.

Pour en savoir plus...

www.rrq.gouv.qc.ca

Régie des rentes
Québec



LES ACTUALITÉS

Harper profite de la Fête nationale pour courtiser les Québécois

« Les vrais nationalistes ne veulent pas détruire, ils veulent construire. Nous sommes les vrais nationalistes », dit le premier ministre

ALEXANDRE SHIELDS

Le premier ministre n'a peut-être pas annoncé la date des élections partielles qui se tiendront en septembre dans deux circonscriptions montréalaises, mais Stephen Harper n'en était pas moins en campagne électorale hier, alors qu'il s'adressait à un parterre de partisans dans le comté vacant de Saint-Lambert, sur la Rive-Sud. Fête de la Saint-Jean-Baptiste oblige, il a surtout insisté pour dire que seuls les conservateurs sont de « vrais nationalistes ».

« Les vrais nationalistes ne veulent pas bloquer l'avenir, ils veulent en ouvrir les portes plus grandes. Les vrais nationalistes ne veulent pas démolir, ils veulent construire. Nous sommes les vrais nationalistes », a-t-il lancé devant quelques centaines de personnes, dont plusieurs anglophones, réunis aux abords de l'aréna de Greenfield Park. Pour l'occasion, drapeaux du Québec et du Canada se côtoyaient.

M. Harper s'est ainsi lancé dans l'éloge du bilan de son gouvernement par rapport au Québec. Il a notamment souligné que c'est son parti qui a fait adopter aux Communes une résolution reconnaissant l'existence de la nation québécoise. Ce sont aussi les conservateurs qui ont donné une voix aux Québécois à l'UNESCO, a plaidé le premier ministre, disant avoir posé ce geste pour que « la nation québécoise puisse exprimer pleinement sa personnalité au sein de notre famille canadienne ».

Il a également rappelé son « leadership » dans le règlement du déséquilibre fiscal, mais aussi dans le remplacement des Bourses du millénaire par un programme d'aide aux étudiants qui respecte davantage les compétences des provinces. Bref, a-t-il répété, il est un fervent défenseur du « fédéralisme d'ouverture ». « Nous croyons en un Canada, fort, uni, indépendant et libre, avec un Québec confiant, solidaire, autonome et fier », a énuméré Stephen Harper, sous les applaudissements de la foule.

Il a d'ailleurs écorché au passage les positions défendues par les libéraux et les bloquistes quant au statut de la seule province francophone du pays. « Certains croient à un Canada uni, d'autres croient à une nation québécoise, mais seulement nous, les conservateurs, faisons la promotion de ces deux réalités fondamentales », a-t-il affirmé.

Fêtes du 400^e anniversaire de Québec obligent, le premier ministre a rappelé qu'on célébrait aussi cette année le long parcours du fait français en Amérique. Cette langue a été « préservée avec tant de courage et de foi », a-t-il ajouté, quelques minutes après être arrivé sur place au son de la musique tonitruante d'AC/DC.

Deux élections partielles doivent se tenir en septembre, dans Saint-Lambert et dans Westmount-Ville-Marie. Sans en annoncer officiellement la date hier, le premier ministre s'est dit confiant de marquer des points dans cette région habituellement hostile aux conservateurs. « Cette région n'a plus besoin de députés qui font leurs valises pour aller à Québec parce qu'ils ne peuvent pas faire grand-chose pour vous à Ottawa », a-t-il laissé tomber, en référence au récent saut en politique provinciale du bloquiste Maka Kotto, qui était député de Saint-Lambert.

Le Bloc québécois détient Saint-Lambert depuis 2004. En 2006, Maka Kotto avait remporté 45 % des suffrages, loin devant les libéraux (23 %) et les conservateurs (20 %). Lors du scrutin qui approche, les conservateurs présenteront Patrick Clune. La circonscription de Westmount-Ville-Marie, un château fort libéral, a quant à elle été laissée vacante par le départ de la libérale Lucienne Robillard.

L'an dernier, Stephen Harper avait passé le 24 juin à Roberval, au Lac-Saint-Jean, là où une élection partielle devait avoir lieu trois mois plus tard. Le Parti conservateur a finalement remporté le scrutin.

Le Devoir



Plusieurs cyclistes ont interrompu leur balade pour écouter Jean Charest et les autres politiciens qui ont inauguré la promenade Samuel-De Champlain.

QUÉBEC

La promenade Samuel-De Champlain inaugurée

ISABELLE PORTER

Québec — Après deux ans de travaux et près de 70 millions de dollars en investissements, la promenade Samuel-De Champlain a été inaugurée hier dans une ambiance de fête, voire de campagne électorale.

« Il y a trois bonnes raisons de fêter aujourd'hui la promenade Samuel-De Champlain, la Fête nationale et l'anniversaire du premier ministre! », a déclaré le président de la Commission de la capitale nationale (CCN), Jacques Langlois, lors d'une cérémonie très courue en présence du premier ministre, du ministre Philippe Couillard, du chef de l'opposition Mario Dumont et des anciens maires de Québec Gilles Lamontagne, Jean Pelletier et Jean-Paul L'Allier.

« C'est le 400^e anniversaire de la fondation de la ville de Québec et aujourd'hui nous allons ensemble consacrer un lieu qui est un symbole fort », a

déclaré Jean Charest à propos du plus important investissement de son gouvernement pour le 400^e.

Située près du fleuve, dans l'ancienne ville de Sillery, la promenade de 2,5 kilomètres permet désormais à la population de longer le fleuve, à pied ou à vélo. Comparée tour à tour aux plaines d'Abraham, au Château Frontenac et à la fontaine de Tourny, elle fait déjà l'objet d'une rare unanimité dans la capitale.

D'ailleurs, bien avant son inauguration, le site aménagé par la Commission de la capitale nationale (CCN) était envahi par les marcheurs et cyclistes. Ce qui a fait dire à la blague au ministre Philippe Couillard que le gouvernement devrait peut-être songer à « impliquer la Commission dans certains projets d'hôpitaux ».

Accueillis par une fanfare interprétant des airs de marins comme *C'est l'aviron qui nous mène*, les politiciens ont vite attiré une petite foule de curieux qui ont posé leur

vélo quelques minutes, le temps d'écouter les discours et de contribuer aux applaudissements.

Un contexte qui a permis au premier ministre — en excellente forme — de prendre un minibaïen de foule le long de la promenade, serrant des mains comme l'aurait fait un politicien en campagne électorale.

A un journaliste qui lui demandait ce qu'il fallait lui souhaiter pour ses 50 ans, le premier ministre a répondu qu'il espérait, plus que tout, rester au pouvoir. « C'est d'être premier ministre du Québec encore longtemps et de continuer à jouir de ce privilège que m'ont accordé les Québécois; c'est ça, mon rêve pour les prochaines années ».

Moins loquace, son collègue Philippe Couillard a quant à lui refusé de répondre aux questions des journalistes après les discours. « Pas aujourd'hui, c'est la Saint-Jean-Baptiste. » Plus tôt, le maire de Québec, Régis Labeaume, avait publiquement fait allusion aux ru-

meurs concernant son départ. « Je voudrais saluer mon ami Philippe Couillard. Je sais qu'il est en réflexion et je ne voudrais pas l'influencer, mais je souhaite lui dire que nous apprécions les efforts qu'il déploie pour l'avancement des développements de la capitale. »

Le maire de Québec a également profité de l'occasion pour demander publiquement au premier ministre d'investir dans le prolongement de la promenade qui, à l'origine, devait couvrir une plus grande distance.

« La population va réclamer bientôt la poursuite des travaux. Je sens le désir à Québec que toute cette beauté se prolonge du côté est jusqu'à la Pointe-à-Carcy et du côté ouest jusqu'au pont. » Interrogé à ce propos, Jean Charest s'est montré intéressé. « Je pense que c'est une bonne idée, on devra le finir un jour. On va examiner ce projet-là. »

Le Devoir

FOULE RAVIE AU PARC MAISONNEUVE



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

C'EST SOUS un ciel bleu sans nuages que s'est amorcée hier la traditionnelle Fête nationale du Québec au parc Maisonneuve. Devant une foule multiculturelle brandissant des drapeaux fleurdelisés, les Loco Locass ont célébré un Québec « ouvert sur le monde », en faisant allusion aux débats sur les accommodements raisonnables. Clin d'œil moqueur à Jean Charest, le groupe a tenu souligner à sa façon les 50 ans du premier ministre en entonnant sa célébrissime « Libérez-nous des libéraux ». Zachary Richard, France D'amours, Xavier Caféine, Alfa Rococo et bien d'autres artistes ont ravi les quelque 150 000 personnes — selon les organisateurs — venues assister au spectacle animé avec énergie par Normand Brathwaite. La célébration s'est finalement terminée peu avant minuit sans encombre sur un discours patriotique prononcé par le comédien Emmanuel Bilodeau.

La Grande Traversée de l'Atlantique accueillie par une foule enthousiaste

Le vent tourne pour le 400^e de Québec

ISABELLE PORTER

Québec — Après des mois difficiles, le vent semble en train de tourner pour les célébrations du 400^e qui cumulent les succès de foule et d'estime.

« Les gens commencent à y croire, on l'a senti cette semaine avec le spectacle de Robert Lepage, constatait le maire de Québec lundi soir lors du spectacle de la Fête natio-

nale. Les problèmes de gestion sont derrière nous. On est encore allé faire de la promotion à Toronto et je vous jure que les gens vont venir à Québec cet été. »

D'après les organisateurs, jusqu'à 250 000 personnes étaient sur les Plaines lundi lors du concert de la Saint-Jean en compagnie des Daniel Bélanger, Pierre Lapointe, Ariane Moffatt, Mauvais Sort, Kevin Parent, Stefie Shock et Andrée Watters.

Animée par Guillaume Lemay-Thivierge, la soirée comprenait une portion historique qui n'a pas déçu au public. Dégusté tour à tour en Champlain, Frontenac, M^e de Laval, Jean Lesage et René Lévesque, le jeune comédien a su galvaniser les fêtards avec son discours nationaliste. « Montcalm a peut-être perdu, mais nous, on dé-

fend notre langue depuis 400 ans. Je pense qu'on peut dire qu'on a gagné! », a-t-il lancé, déclenchant les cris de la foule. Plus tard, il a même convaincu le public d'entonner *Gens du pays*, en souvenir de René Lévesque et de l'élection du Parti québécois en 1976.

Un succès venu s'ajouter à celui récent du Congrès eucharistique, des grandes expositions dans les musées, de l'inauguration hier de la promenade Samuel-De Champlain et du *Moulin à images* dont l'engouement ne se dément pas dans le port de Québec.

La Grande Traversée

Et comme si ce n'était pas assez, on accueillait hier, au même endroit, la flotte de voiliers qui a reproduit la traversée de l'Atlantique par Champlain. Après 42 jours de

voyage depuis La Rochelle, le groupe de plaisanciers québécois et français a été accueilli par une foule très enthousiaste, aux abords du fleuve. Différentes personnalités politiques — Michaëlle Jean, gouverneure générale du Canada, Philippe Couillard, ministre responsable de la Capitale-Nationale, Régis Labeaume, maire de Québec, Maxime Bono, maire de La Rochelle, et Max Gros Louis, grand chef des Hurons — étaient également présentes.

« Leur audace est à la hauteur de l'esprit téméraire qui animait à l'époque Samuel de Champlain », a déclaré Mme Jean, qui a rappelé que certaines équipes avaient été mises à rude épreuve durant la traversée. En effet, des 45 bateaux qui ont quitté la France le 8 mai, sept ont dû abandonner. L'équipe du *Motus* a même dû quitter son voilier entre les Açores et Gaspé pour être secourue par un cargo. L'un des équipiers serait toujours dans un état critique à l'hôpital d'Halifax.

Au total, 33 embarcations sont arrivées hier et on en attend cinq autres au cours des prochains jours. Ces navigateurs, qui resteront durant quelques jours à Québec, doivent recevoir des diplômes officiels aujourd'hui à l'occasion d'une cérémonie dans le port. Enfin, une nouvelle Grande Traversée doit être lancée le 6 juillet alors qu'un groupe de 42 bateaux quittera Québec en direction de La Rochelle, où on les attend le 19 août.

Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Stephen Harper était dans la circonscription de Saint-Lambert, hier, où il a vanté les réalisations de son gouvernement. M. Harper doit annoncer bientôt des élections dans deux circonscriptions de la région montréalaise.

SOLDES
PRINTEMPS-ÉTÉ 2008
30% à 70%

Enfants Deslongchamps

Vêtements d'enfants 0 à 18 ans
Vêtements de maternité
1007, RUE LAURIER
OUEST, OUTREMONT
TÉL.: 274-2442

LE DEVOIR
SERVICE À LA CLIENTÈLE

HORAIRE POUR LA FÊTE DE LA SAINT-JEAN BAPTISTE ET LA FÊTE DU CANADA

Mardi, 24 juin : FERMÉ*
Mardi, 1^{er} juillet : FERMÉ**

* Pour être effectives le 25 juin, les demandes d'arrêts temporaires de livraison par camelot doivent nous parvenir au plus tard le 23 juin avant 10h.
** Pour être effectives le 2 juillet, les demandes d'arrêts temporaires de livraison par camelot doivent nous parvenir au plus tard le 30 juin avant 10h.

Donnez. On peut faire plus encore.

Centraide
5, Grand-Alfred

Vous avez des droits nous pouvons vous aider

Yves Ménard
A V O C A T

Vieux-Montréal
514.861.0469

ACTUALITÉS

JOS LOUIS

SUITE DE LA PAGE 1

Tandis que le député Maxime Bernier s'apprête à expliquer à ses électeurs de la Beauce les ramifications de sa relation controversée avec Julie Couillard, un chapitre peu édifiant de son passage au ministère des Affaires étrangères refait surface. Selon des documents obtenus par *Le Devoir* en vertu de la Loi sur l'accès à l'information, ce n'est que la veille du départ du ministre Bernier pour les contrées inhospitalières de l'Afghanistan que les Forces canadiennes ont reçu une demande d'envoi des fameux gâteaux.

«Tel que discuté, nous avons besoin de 2000 Jos Louis à bord du vol qui part demain», écrit le major Brock Heilman dans un courriel intitulé «Opération JOELOUIS», envoyé à 14h49 le mercredi 3 octobre 2007. L'Airbus du ministre Bernier quittait la base de Trenton pour l'Afghanistan le lendemain à 15h45. À la rigolade, le major ajoute d'ailleurs dans un autre courriel que, pour ne plus être pris au dépourvu, il ébauche «l'opération FLAKEY à ce moment même... juste au cas où». Passion Flakie est le nom d'un autre gâteau fabriqué par la compagnie beauceronne Vachon.

Deux heures plus tard, un courriel noté comme étant de «haute importance» arrive au major Heilman. «Nous avons contacté tous les distributeurs et les détaillants de Kingston à Toronto. Nous pouvons seulement trouver 46 boîtes de (six) gâteaux au caramel. Tout compte fait, la demande nous est arrivée tout simplement trop tard», écrit le lieutenant-colonel Rob Dundon. «La meilleure solution serait que l'individu qui désire distribuer les gâteaux (je ne sais pas qui c'est) contacte Vachon lui-même. Ce serait une opération de relations publiques tellement fabuleuse que je peux vous garantir que Vachon accepterait d'envoyer un chauffeur à l'aéroport demain matin!»

Finalement, c'est l'adjudant-chef Marc Desgagné, rattaché aux services alimentaires de la 8^e escadre, qui sauve la mise. Alerté du problème par un ancien collègue, Desgagné saute dans sa voiture et fait la tournée des Food Basics, Sobey's, No Frills et Wal-Mart de Trenton, Belleville et Brighton entre 18h et 20h le soir. Desgagné prend même la peine de contacter la cuisine du Camp Mirage à Kandahar pour demander que les gâteaux soient sortis et mis au frais aussitôt que l'Airbus atterrira en Afghanistan.

Dans une précision toute militaire, un homme de l'armée répond à Heilman le lendemain matin aux aurores qu'à 22h4 la veille, Desgagné a réussi à se procurer 2185 gâteaux. Coût total de l'opération improvisée: 972,16 \$ pour les Jos Louis et 79,20 \$ pour les déplacements de Desgagné. Le tout a été facturé au ministère des Affaires étrangères. Les documents ne précisent toutefois pas si la Défense nationale a aussi facturé l'envoi de cette cargaison d'un poids total de 249,5 kilogrammes occupant 1,4 mètre cube.

La 8^e escadre «exploitée»

Dans ces échanges de courriels, les militaires se félicitent du fait que «le ministre est satisfait», mais un responsable de la 8^e escadre est furieux que la chaîne de commandement n'ait pas été respectée. «Je suis insatisfait de la manière informelle dont cette mission a été reçue», écrit le lieutenant-colonel Carrie Fortier, responsable de la logistique à la 8^e escadre. «Je sais pourquoi Desgagné a accepté de faire le travail: parce que c'était la bonne chose à faire pour les troupes en théâtre d'opération. Mais je suis insatisfait des mécanismes d'assignation et j'estime que la 8^e escadre a été exploitée.» Fortier conclut que, s'il était impossible de mener à bien la mission, celui qui en est à l'origine (probablement l'entourage du ministre, bien que les documents de la Défense nationale ne le précisent pas) aurait dû se faire répondre que c'était impossible.

Maxime Bernier avait été vivement critiqué pour avoir distribué les gâteaux Vachon lors de son premier voyage en Afghanistan, une opération de relations publiques qui avait cristallisé le manque de profondeur et d'intérêt pour les affaires internationales qu'on reprochait au ministre. M. Bernier avait été promu aux Affaires étrangères deux mois plus tôt, lors d'un remaniement ministériel auquel il s'était présenté pour la première fois en public au bras de Julie Couillard.

Une source conservatrice a expliqué au *Devoir* que le ministre avait été dépêché rapidement en Afghanistan, deux jours après être revenu d'un voyage aux Nations unies à New York, pour y célébrer l'Action de grâce. «Ils voulaient qu'on serve de la dinde. Mais je leur ai dit qu'on ne fêtait pas ça, nous, au Québec!» Au même moment, un soldat au front avait contacté le bureau de circonscription de M. Bernier pour recevoir les fameux petits gâteaux, fabriqués en Beauce. D'où l'idée de remplacer la dinde par les gâteaux. «On voulait annoncer quelque chose d'autre, par exemple à propos du traitement des détenus, mais le bureau du premier ministre n'a pas voulu.»

On connaît la suite. Maxime Bernier a perdu son siège de ministre le 26 mai dernier, peu de temps après que le passé trouble de son ex-conjointe, Julie Couillard, eut été révélé. M. Bernier a reconnu avoir oublié des documents secrets relatifs au sommet de l'OTAN à Bucarest chez Mme Couillard, quelque part à la mi-avril. Mme Couillard a fréquenté de nombreuses personnes liées au crime organisé, dont un membre en règle des Rockers. Le premier ministre Stephen Harper a toujours soutenu que la démission de son ministre n'avait absolument rien à voir avec les mauvaises fréquentations de son ex-conjointe. Julie Couillard soutient pour sa part avoir informé Maxime Bernier de son passé, mais on ignore si M. Bernier a cherché à s'assurer que cela ne le plaçait pas en situation délicate.

Maxime Bernier doit s'adresser ce soir à ses électeurs de la Beauce pour expliquer les circonstances entourant l'oubli de ces documents et sa démission subséquente. Récemment, les conservateurs ont fait circuler la thèse que, loin d'avoir été négligent, M. Bernier avait plutôt été victime d'un vol. M. Bernier a prévu faire une déclaration à 18h30 ce soir, mais il ne répondra pas aux questions des journalistes.

Le Devoir

Défilé de la Fête nationale

Montréal fait des clin d'oeil à Québec

JACINTHE TREMBLAY

Avec ses géants Samuel de Champlain et Félix Leclerc, ses matelots venus de Saint-Malo en ouverture et ses émissaires des Fêtes de la Nouvelle-France qui auront lieu dans la Capitale en août, le grand défilé montréalais de la Saint-Jean a fait plusieurs clin d'oeil au 400^e anniversaire de la ville de Québec. Massés en rangs serrés le long de la rue Sherbrooke, à Montréal, des milliers de personnes ont célébré pacifiquement plusieurs autres rappels historiques du Défilé des Géants et de prestations musicales dominées par la musique traditionnelle québécoise.

Dans le long cortège qui a animé cette artère pendant plus de trois heures, plusieurs chars allégoriques et sculptures ou marionnettes géantes ont rappelé l'importance des leaders issus des régions dans le développement du Québec. C'est le cas des biens réels René Lévesque et curé Labelle comme les personnages imaginaires Marie Moisson, représentante des agriculteurs, du Géant Grand Cru, évocateur des produits du terroir et du Grand Esprit des Nations, représentant allégorique des peuples autochtones établis sur tout le territoire. Saint-Patrick, francisé pour l'occasion sous le nom de Géant Saint-Patrice, rappelait quant à lui l'importance de la communauté irlandaise dans l'histoire du Québec et en particulier dans celle de Montréal.

Seule la pluie a réussi à assombrir quelques minutes un événement de plus en plus marqué par son caractère rassembleur, pacifique et non partisan. À l'exception d'une pancarte affirmant que le français n'est pas négociable et d'une ancienne affiche électorale du Parti québécois, ce 24 juin 2008 a été remarquable par la neutralité politique des spectateurs. Rien à voir avec le «lundi de la matraque» qui, 40 ans plus tôt, avait donné lieu à des affrontements violents entre policiers et militants indépendantistes qui ont fait au moins 125 blessés. Les hostilités avaient commencé devant l'estrade d'honneur qui accueillait notamment le premier ministre libéral Pierre Elliott Trudeau, ouvertement hostile au mouvement souverainiste. Des drapeaux canadiens ont été brûlés et des voitures de policiers ont été renversées. Quelque 290 personnes ont été arrêtées.

Politiciens et policiers ont tiré des leçons de l'événement. Fini l'estrade d'honneur, les longs discours partisans et l'unifolié. Les élus marchent dans la rue, tout sourire et sans drapeau, comme l'ont fait hier les chefs de partis Gilles Duceppe, du Bloc québécois, Pauline Marois, du Parti québécois et Jack Layton, du NP. Si ces derniers ont néanmoins ouvert le défilé populaire au premier rang aux côtés du maire de Montréal, Gérald Tremblay, les dirigeants de Québec solidaire, Françoise David et Amir Kadir, ont préféré se fondre à la foule. Les premiers mi-

nistres du Canada et du Québec, Stephen Harper et Jean Charest, ainsi que les chefs de l'Action démocratique du Québec et du Parti libéral du Canada, Mario Dumont et Stéphane Dion, n'ont pas participé au défilé montréalais.

125 ans et un balcon

Avant de gagner le parc Maisonneuve pour assister au grand spectacle animé par Normand Brathwaite, les leaders souverainistes ont fait un arrêt au Château Dufresne, le temps de prononcer de courts discours patriotiques de circonstance. Pauline Marois a ouvert le bal du haut d'un des quatre balcons de la façade de cet immeuble prestigieux du quartier Hochelaga-Maisonneuve. «Je suis très heureuse de vous souhaiter bonne fête nationale du haut d'un balcon. Ça vous rappelle quelque chose?», a lancé la chef péquiste avant de souligner l'importance du devoir de mémoire pour assurer le développement de la nation québécoise. Sa collègue Louise Harel a saisi la balle au bond. Après un vibrant rappel des 125 ans d'histoire de ce quartier, elle a conclu son allocution par un prévisible: «Vive le Québec. Vive le Québec...». Les dizaines de personnes présentes semblaient n'attendre que cet appel pour prononcer à l'unisson le «libre» qui est aussi passé à l'histoire.

Le Devoir

MUGABE

SUITE DE LA PAGE 1

L'attitude du gouvernement du Zimbabwe constitue tout un pied de nez au Conseil de sécurité des Nations unies, qui a condamné lundi à l'unanimité la campagne de violence contre l'opposition et «le comportement du gouvernement, qui a dénié à ses opposants politiques le droit de faire librement campagne». Ces violences et intimidations «ont rendu impossible la tenue d'une élection libre et équitable» vendredi, a ajouté l'organe onusien. Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU, a lui-même appelé à l'annulation du scrutin.

Menaces du Conseil

Le Conseil a d'ailleurs laissé planer la menace de nouvelles mesures contre le Zimbabwe au cas où le gouvernement de Harare continuerait de passer outre à ses avertissements. Le représentant américain, Zalmay Khalilzad, dont le pays préside actuellement les débats du Conseil, en a fait l'annonce devant la presse tout en refusant de donner la moindre précision sur la nature de ces nouvelles «mesures».

Cette déclaration non contraignante marque l'entrée en scène de l'exécutif onusien dans la crise zimbabwéenne, que les puissances occidentales et l'opposition imputent à Mugabe, au pouvoir depuis l'indépendance, acquise en 1980. James McGee, ambassadeur des États-Unis au Zimbabwe, a toutefois estimé que la communauté internationale ne pouvait s'opposer à la tenue du scrutin, mais le département d'État assure qu'elle n'en validera pas l'issue.

«L'Occident peut croire tant qu'il veut, l'élection aura lieu. Ceux qui veulent reconnaître notre légitimité peuvent le faire [...]», a répliqué le président, âgé de 84 ans, lors d'un rassemblement dans l'ouest du pays. Tsvangirai «dit maintenant qu'il veut négocier. Nous disons que nous ne refuserons pas de négocier mais, pour le moment, il n'y a qu'une chose à mener à bien, c'est le processus légal du 27 juin», a-t-il ajouté, évoquant le second tour.

Le président sénégalais Abdoulaye Wade et Jacob Zuma, chef de file du Congrès national africain (ANC), au pouvoir en Afrique du Sud, ont exhorté Mugabe à reporter le scrutin, après le forfait du chef de son adversaire, Morgan Tsvangirai. «L'ANC estime

que le second tour n'est plus une solution. Il faut en premier lieu un accord politique, puis des élections», a déclaré M. Zuma. L'ANC semble cependant vouloir jouer sur deux tableaux, accusant le régime zimbabwéen de «bafouer les droits démocratiques» obtenus par la guerre d'indépendance, tout en soulignant que la communauté internationale n'avait pas à s'ingérer dans la politique interne du pays.

L'atout sud-africain

Le président sud-africain Thabo Mbeki, discret médiateur de l'Afrique australe au Zimbabwe, est désormais l'objet de toute l'attention de la communauté internationale, qui s'accroche à l'espoir de le voir trouver une sortie de crise négociée dans ce pays. «La personne clé est Thabo Mbeki et jusqu'à présent son silence a été assourdissant», a estimé hier le Britannique Paddy Ashdown, ex-haut représentant de l'ONU et de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine.

La veille, dix pays riches avaient appelé «spécialement» l'Afrique du Sud, première puissance économique du continent, à «faire davantage pression» sur son homologue zimbabwéen. Dans ce contexte, M. Mbeki, qui s'est toujours gardé de critiquer ouvertement l'ancien héros de la libération, poursuit ses efforts dans la plus grande discrétion. Seules des sources anonymes ont indiqué qu'il cherchait à obtenir la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Le dirigeant sud-africain, 66 ans, joue son va-tout dans cette crise. S'il réussit à faire plier le président Mugabe, il justifiera a posteriori son silence quant aux violences chez son voisin. Mais s'il échoue, à un an de quitter le pouvoir, il laissera un bilan sérieusement entamé.

M. Mbeki justifie sa «diplomatie discrète» au Zimbabwe par le besoin de maintenir le contact. «Si vous voulez obtenir un résultat pendant des négociations, vous parlez aux gens, vous ne leur hurlez pas dessus», expliquait-il en avril. Cette logique doit se comprendre à la lumière de la susceptibilité réputée du chef de l'État zimbabwéen, 84 ans et au pouvoir depuis 1980, qui réplique toujours avec virulence à ses détracteurs.

Tsvangirai menacé?

Par ailleurs, l'entourage du chef de l'opposition zimbabwéenne Morgan Tsvangirai a soutenu hier que ce dernier allait être arrêté lorsqu'il s'est réfugié à l'ambassade des Pays-Bas à Harare dimanche, après avoir

Un métier exigeant

Devoir poser un diagnostic en quelques secondes, prodiguer rapidement des soins à un patient «qui ne répond plus», rester alerte durant de longues heures le jour ou la nuit n'importe quel jour de l'année... le métier d'intensiviste est exigeant. En constant combat contre la mort, ces médecins de dernière ligne — par opposition aux urgentologues qui sont sur la première ligne — doivent être à toute épreuve. «Il faut être dynamiques et vouloir être dans l'action. On est les Navy SEAL [une unité polyvalente des forces spéciales de nageurs de combat de l'US Navy, NDLR] du domaine médical parce qu'on plonge dans des situations souvent difficiles et qu'on doit faire au meilleur de notre connaissance», soutient le Dr Stéphane Ahern, lui aussi intensiviste à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont. «C'est extrêmement routinier dans un univers extrêmement non routinier. Un beau paradoxe.»

Pour lui, la difficulté du métier vient aussi du fait qu'il est appelé à côtoyer des familles en crise, auxquelles il doit souvent annoncer le décès d'un proche. «Les patients sont souvent dans le coma, mais les familles, elles, passent par une période de crise», rappelle cet ancien président de la Fédération des médecins-résidents du Québec. «On joue un peu ce rôle d'accompagnateur spirituel dans la mort.»

Vivre avec l'incertitude, devoir tout connaître sans avoir droit à l'erreur. Pour le Dr Marquis, un bon intensiviste doit être capable de voir une situation dans les détails sans perdre la vue d'ensemble. «C'est une énorme responsabilité», reconnaît-il. Selon lui, 95 % de l'apprentissage se fait au contact du patient. La simulation a l'avantage de donner le droit à l'erreur, note le Dr Ahern. «Notre ami mannequin, il peut mourir. Jusqu'à cinq fois dans une journée. Il permet au moins aux résidents d'acquiescer des compétences», dit-il.

Plus de ressources

Dans la vraie vie, il arrive bien sûr que des malades

annoncé son retrait de l'élection présidentielle. Un porte-parole de l'opposant, George Sibotshiwe, a raconté que M. Tsvangirai avait reçu un renseignement selon lequel des soldats se dirigeaient vers sa demeure. Le vice-ministre zimbabwéen de l'Information, Bright Matonga, a refusé de commenter ces informations, dénonçant un «cirque».

George Sibotshiwe a refusé de révéler la source de l'information, précisant qu'il ignorait les intentions des soldats. Mais «lorsque des soldats viennent dans votre direction, vous fuyez», a-t-il observé. «Pour se protéger, il a trouvé comme seul moyen de se rendre dans une ambassade.» Il a ajouté que d'autres opposants se cachaient, dont le directeur de campagne de Morgan Tsvangirai, tandis que le siège du parti était déserté par crainte de nouvelles arrestations. Le numéro deux du MDC, Tendai Biti, est détenu pour trahison et risque la peine de mort.

Le porte-parole de la police, Wayne Bvudzijena, a annoncé lundi que 39 membres de l'opposition avaient été interpellés dans le cadre d'une enquête sur des violences politiques. La plupart des personnes arrêtées sont des femmes et des enfants qui avaient trouvé refuge au siège du MDC, selon un responsable de l'opposition, Nelson Chamisa.

Morgan Tsvangirai s'est en outre félicité de la déclaration du Conseil de sécurité de l'ONU. «Je pense que c'est une résolution très importante. Elle identifie les personnes responsables des violences et impute directement cette responsabilité au gouvernement de M. Mugabe. Comment va-t-il réagir, nous n'en savons rien. Mais ce qui est sûr, c'est qu'il ne pourra pas lutter plus longtemps contre cette position internationale.»

George Sibotshiwe a précisé que l'opposition était prête à des négociations pour la formation d'un gouvernement de coalition. Selon lui, M. Tsvangirai devrait en assurer la présidence, alors que Robert Mugabe serait privé de toute fonction. En cas de refus, le chef de l'opposition a plaidé pour le report du second tour, jusqu'à ce que les conditions d'une élection libre et équitable soient réunies.

Enfin, les dirigeants de plusieurs pays d'Afrique australe tiendront aujourd'hui au Swaziland une réunion au sommet extraordinaire sur la situation au Zimbabwe, a annoncé hier la présidence tanzanienne.

Le Devoir

D'après l'Agence France-Presse, Associated Press et Reuters

SOINS

SUITE DE LA PAGE 1

du cours avancé de réanimation. Le mannequin utilisé dans la simulation peut pousser des cris, respirer et même vomir. Il est relié à un ordinateur qui permet d'en modifier la fréquence cardiaque, la respiration ou produire tout autre effet susceptible d'apparaître chez un patient aux soins intensifs.

Pour le Dr Marquis, l'apport de la simulation haute-fidélité est indéniable. Il permet de former et de préparer les médecins à la «vraie vie». «Le simulateur est un outil pédagogique. Il est important de ne pas créer de situation catastrophe», insiste-t-il. Car sans encadrement, l'exercice devient caduque. «J'ai déjà eu un étudiant qui a attendu un an avant de recommencer l'expérience du simulateur. Il avait mal réagi et s'était senti ridiculisé. C'est un puissant moyen d'apprentissage et non un jouet», souligne le spécialiste en médecine interne affilié au Centre d'apprentissage par simulation en soins aigus transdisciplinaires (CASAT). «Le débriefing est très important pour intégrer les notions et comprendre pourquoi on a réagi d'une telle façon.»

D'une durée de trois jours, ce cours, qui compte une cinquantaine de participants, s'adresse aux médecins-résidents de partout au Canada souhaitant travailler aux soins intensifs et qui n'ont pas encore commencé leur formation, mais également, et c'est la nouveauté cette année, à des personnes qui ne sont pas médecins, comme des infirmières et des inhalothérapeutes. Axée sur le développement du leadership, la formation visera à développer des compétences pratiques par des ateliers, notamment sur l'intubation et la réanimation cardiaque.

ne puissent être sauvés. À l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, c'est le cas de 15 à 30 % des patients internés à l'unité des soins intensifs, estime le Dr Ahern. Le stratège Jean Saine se considère, lui, comme un miracle. En mai 2005, il s'est retrouvé aux soins intensifs pour une septicémie (une infection généralisée du sang) alors qu'il était interné pour une endoscopie. Trente jours aux soins intensifs dont deux semaines entre la vie et la mort. «Je ne suis pas censé être ici aujourd'hui, dit avec émotion celui qui a été à la tête de Saine Marketing. On m'a dit que j'ai pu m'en sortir parce que je voulais être sauvé et que j'étais dans une bonne condition physique. Moi, je dis que c'est parce que les médecins aux soins intensifs étaient d'excellente qualité.» Depuis, un événement-bénéfice en son honneur a permis d'amasser des fonds pour acheter 16 lits à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont. Longtemps engagé dans la fondation de l'hôpital, notamment comme bénévole pour l'événement Montréal Passion Vin, M. Saine travaille actuellement avec des médecins intensivistes sur un projet de chaire de recherche à l'Université de Montréal qui pourrait voir le jour dans quelques mois. «La recherche clinique, c'est le nerf de la guerre», croit-il.

Le Dr Ahern reconnaît la nécessité de la recherche mais souhaite plus de ressources pour pouvoir avoir accès à des technologies plus avancées, même s'il insiste pour dire que le Québec se tire bien d'affaire par rapport à d'autres provinces. Le spécialiste aimerait voir plus de ressources allouées au recrutement des infirmières, qui redoutent ce travail «exigeant physiquement et émotionnellement». «J'ai plusieurs lits de fermés sur un total de 26. Je ne veux pas être alarmiste, mais quand ça monte à neuf ou dix lits, la simulation et la formation ne sont plus une priorité. L'idéal serait d'avoir plus de ressources pour retenir les infirmières et faire de la formation», conclut-il.

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés

au 2050, rue De Bleury, 9^e étage.

Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts

Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.

Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courrier abonnements@ledevoir.com

Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390